RCS : LONS LE SAUNIER
Code greffe : 3902

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LONS LE SAUNIER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00157
Numéro SIREN : 410 517 130
Nom ou dénomination : ABCD Géomètres Experts et Ingénierie

Ce dépôt a été enregistré le 05/03/2024 sous le numéro de dépôt A2024/000683

ABCD Géomètres Experts et Ingénierie
Société à responsabilité limitée au capital de 305 000 euros
Siège social : Route de Lyon 39570 MONTMOROT
410 517 130 RCS LONS LE SAUNIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 20 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois,
Le vingt décembre,
A 9 heures,

Les associés de la société ABCD Géomètres Experts et Ingénierie, société à responsabilité limitée au capital de 305 000 euros, divisé en 2 000 parts de 152,5 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au cabinet comptable REVISION & FINANCE COGEFOR à DOLE, sur convocation faite par la gérance.

Sont présents :

- Monsieur Jérôme CRETIN-MAITENAZ, titulaire en pleine propriété de 400 parts sociales,
- Monsieur Jean-Baptiste DIGARD, titulaire en pleine propriété de 400 parts sociales,
- Monsieur Davy DROMARD, titulaire en pleine propriété de 400 parts sociales,
- Madame Anne KARSENTY, titulaire en pleine propriété de 400 parts sociales,
- Monsieur Olivier LAGUT, titulaire en pleine propriété de 400 parts sociales,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Sont invités les associés du CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES :

- Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER, géomètre-experte,
- Monsieur Olivier COLIN, géomètre-expert.

D'un commun accord entre les cogérants associés, l'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Baptiste DIGARD.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance et du rapport du commissaire aux apports,
- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société par Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social de 61 000 euros par apport en nature,
- Agrément de l'apporteuse, Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER, en qualité d'une nouvelle associée,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,

- Nomination de Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER en qualité de cogérante et fixation de sa rémunération,
- Autorisation d'emprunt pour l'acquisition de titres de la société CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES,
- Autorisation d'acquisition de 375 actions de de la société CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES appartenant à Monsieur Olivier COLIN
- Agrément de cession d'une part au profit de Monsieur Olivier COLIN par Monsieur Jérôme CRETIN-MAITNAZ,
- Nomination de Monsieur Olivier COLIN en qualité de cogérant pour une durée limitée et fixation de sa rémunération,
- Modification corrélative des statuts suite à l'apport de titres et la cession de parts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport de la gérance,
- le rapport du commissaire aux apports,
- le contrat d'apport conclu avec Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président rappelle que le rapport du commissaire aux apports a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de LONS LE SAUNIER le 11/12/2023.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

°

° °

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

1) du contrat d'apport en date à DOLE du 20/12/2023 aux termes duquel Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER fait apport, à effet du 1er janvier 2024, à la Société ABCD de **125 actions** de la société suivante dont elle est propriétaire:

CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES
Société par actions simplifiée au capital de 32 000 €
Dont le siège social est situé 95 rue Jean et Jean-Claude PONSAR 39300 CHAMPAGNOLE
391 433 646 RCS LONS LE SAUNIER

représentant **25% du capital social** de ladite société, évaluée dans sa globalité à 700 000 euros ;

soit un apport de 125 actions évalué à 175 000 €

2) du rapport du cabinet AUDIT & GESTION, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés en date du 27/11/2023,

Approuve cet apport aux conditions stipulées à l'acte d'apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport du commissaire aux apports, décide à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première résolution **d'augmenter le capital social de 61 000 euros pour le porter de 305 000 euros à 366 000 euros**, au moyen de la création de 400 parts sociales nouvelles de 152,50 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 2001 à 2400 et attribuées à l'apporteur, Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER, en rémunération de son apport.

Les 400 parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits **à compter du 1er janvier 2024.**

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit la somme de **114 000 euros, constitue une prime d'apport** qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés.

L'Assemblée Générale reconnaît sincère et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libération des parts sociales nouvelles faites au contrat d'apport par la gérance et l'apporteur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale déclare agréer Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER, apporteur, en qualité de nouvelle associée à effet du 1er janvier 2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de nommer en qualité de cogérante, à compter du 1er janvier 2024, pour une durée illimitée :

- **Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER**
  Née le 5 avril 1975 à ROUEN (76)
  De nationalité française
  Demeurant 2 bis, rue de Gerland à CIZE (39300)

Comme les autres cogérants, elle exercera ses fonctions dans les conditions prévues par la loi, les statuts et le pacte.

L'Assemblée Générale décide qu'indépendamment du remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement, Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER percevra, à compter du 1er janvier 2024, une rémunération **fixe mensuelle de 5 500 €, sur 12 mois**.

A l'instar des autres cogérants, les cotisations personnelles obligatoires et facultatives assises sur sa rémunération en qualité de cogérante seront prises en charge par la Société. Les cotisations sociales dues le cas échéant sur les dividendes seront également prises en charge par la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, autorise la gérance à acquérir, au nom et pour le compte de la société ABCD Géomètres Experts et Ingénierie, **375 actions** de la société CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES, **appartenant à Monsieur Olivier COLIN, moyennant un prix global de 525 000 euros.**

A cet effet, elle confère tous pouvoirs à la gérance pour signer tous actes, verser toutes sommes et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et compte tenu de l'adoption de la résolution précédente, autorise la gérance, à contracter au nom de la Société un **emprunt d'un montant de 525 000 euros auprès de la banque CREDIT AGRICOLE**, pour l'acquisition des titres OLIVIER COLIN ET ASSOCIES, aux conditions suivantes :

- Durée : 7 ans
- Taux : 5 % maximum

A cet effet, elle confère tous pouvoirs à la gérance pour signer tous actes, percevoir toutes sommes, accorder les garanties demandées et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et avoir pris connaissance du projet de **Monsieur Jérôme CRETIN-MAITENAZ, de céder à Monsieur Olivier COLIN, Géomètre-expert, une part sociale** lui appartenant dans la Société, déclare autoriser cette cession et agréer expressément Monsieur Olivier COLIN en qualité de nouvel associé à compter du 1er janvier 2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide, sous la condition suspensive de la réalisation de la cession autorisée, que les articles 6 et 8 des statuts seront, de plein droit, modifiés par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il est ajouté les paragraphes suivants :

- *Au 01/01/2024*

a) Apport de titres - augmentation de capital

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20/12/2023, le capital social a été augmenté d'une somme de 61 000 euros par apport effectué par Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER de 125 actions (représentant 25% du capital) de la société CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES immatriculée au RCS sous le numéro 391 433 646 RCS LONS LE SAUNIER, évalué à 175 000 euros, le portant ainsi à 366 000 € par création de 400 nouvelles parts à la valeur nominale avec une prime d'émission de 114 000 €, numérotées de 2 001 à 2 400.

b) Cession de parts sociales

Aux termes d'un acte sous seing privé, en date, à DOLE du 20/12/2023, Monsieur Jérôme CRETIN-MAITENAZ a cédé une (1) part sociale numérotée 801 lui appartenant dans la Société à Monsieur Olivier COLIN.

ARTICLE 8 – REPARTITION DES PARTS SOCIALES

« Les 2 400 parts composant le capital social sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Jean-Baptiste, Bruno DIGARD
à concurrence de quatre cents parts sociales
numérotées de 1 à 200 inclus, et de 601 à 800 inclus, ci ..... 400 parts

- à Madame Anne, Hélène, Bertille KARSENTY
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 201 à 600 inclus, ci ..... 400 parts

- à Monsieur Olivier, Christian, Pierre-Marie COLIN,
à concurrence d'une part sociale
numérotée 801, ci ..... 1 part

- à Monsieur Jérôme, Etienne, Hubert CRETIN-MAITENAZ
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 802 à 1 200 inclus, ci ..... 399 parts

- à Monsieur Davy, Daniel, Fabrice DROMARD,
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 1 201 à 1 600 inclus, ci ..... 400 parts

- à Monsieur Olivier LAGUT,
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 1 601 à 2 000 inclus, ci ..... 400 parts

- à Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER,
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 2 001 à 2 400 inclus, ci ..... 400 parts

_____

Total égal au nombre de parts composant le capital social..... 2 400 parts
========

Les associés déclarent que les 2400 parts sociales représentant le capital social ont été souscrites en totalité par eux, qu'elles sont toutes libérées intégralement et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de nommer en qualité de cogérant, à compter du 1er janvier 2024, pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2025 :

- **Monsieur Olivier, Christian, Pierre-Marie COLIN,**
  Né le 31 mars 1962 à SAO-PAULO (BRESIL)
  De nationalité française,
  Demeurant 195 route de Champagnole à SAPOIS (39300)

Comme les autres cogérants, il exercera ses fonctions dans les conditions prévues par la loi, les statuts et le pacte.

L'Assemblée Générale décide qu'indépendamment du remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement, Monsieur Olivier COLIN percevra, à compter du 1er janvier 2024, une rémunération comme suit :

- ✓ 12 000 € pour l'année civile 2024,
- ✓ 4 000 € pour la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025.

A l'instar des autres cogérants, les cotisations personnelles obligatoires et facultatives assises sur sa rémunération en qualité de cogérant seront prises en charge par la Société. Les cotisations sociales dues le cas échéant sur les dividendes seront également prises en charge par la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

°

° °

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les gérants.

Jérôme CRETIN-MAITENAZ



Jean-Baptiste DIGARD



Davy DROMARD



Anne KARSENTY



Olivier LAGUT



RAPPORT D'ÉVALUATION

ANNÉE 2022

Géomètre expert
COLIN Olivier
95 RUE J ET J CLAUDE PONSAR

39300 CHAMPAGNOLE



SOMMAIRE

- Présentation de l'étude 3
- Résultats et patrimoine de l'entreprise 4
  1|Bilan actif
  2|Bilan passif
  3|Situation financière
  4|Compte de résultat
  5|Détail de l'activité et de la marge
- Retraitements 8
- Méthodes de calcul retenues.....9
  1|Les méthodes retenues
  2|La pondération de ces méthodes
- Conclusion.....10
- Détail des méthodes de calcul retenues.....11
  1|Valeur patrimoniale
  2|Valeur de productivité
  3|Capitalisation de l'EBE corrigé
  4|Capitalisation de la MBA moyenne

PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Cette étude a pour but de rechercher la valeur globale de l'entreprise en tenant compte de ses éléments financiers.

La valeur déterminée permet d'engager la discussion lors d'une cession de l'entreprise ou d'une éventuelle restructuration juridique. Elle ne constitue qu'une base de départ et ne s'impose en aucun cas aux parties prenantes.

De ce fait, évaluer une entreprise n'a rien d'une démarche théorique et repose sur trois phases essentielles que nous vous présenterons successivement :

1 - Un diagnostic de l'entreprise
2 - Le retraitement des résultats
3 - La valorisation de l'entreprise

Cette démarche débouche sur l'estimation d'une fourchette de valeur qui sensibilise le dirigeant sur ses marges de manoeuvre « estimées »...

Cette étude porte sur l'entreprise SARL COLIN OLIVIER, située 95 RUE J ET J CLAUDE PONSAR à CHAMPAGNOLE. Il s'agit d'une entreprise de Géomètre expert. Elle est gérée par Monsieur COLIN Olivier en qualité de Gérant.

RÉSULTATS ET PATRIMOINE DE L'ENTREPRISE

L'évaluation financière d'une entreprise repose sur ses comptes annuels.

Le bilan d'une entreprise représente son patrimoine à la clôture de chaque exercice. Il aura une importance prépondérante dans les évaluations à caractère patrimonial.

Le compte de résultat représente l'activité et la rentabilité de l'entreprise. Pour les besoins de l'évaluation, il sera présenté sous la forme de soldes intermédiaires de gestion qui détaillent la constitution de son résultat et de sa capacité d'autofinancement. Ces deux dernières notions seront prépondérantes dans le choix des méthodes de rentabilité.

Notre étude, réalisée au titre de l'Année 2022, se base sur vos états financiers des exercices 2018 à 2022 qui vous sont rappelés ci-dessous :

1| Bilan actif

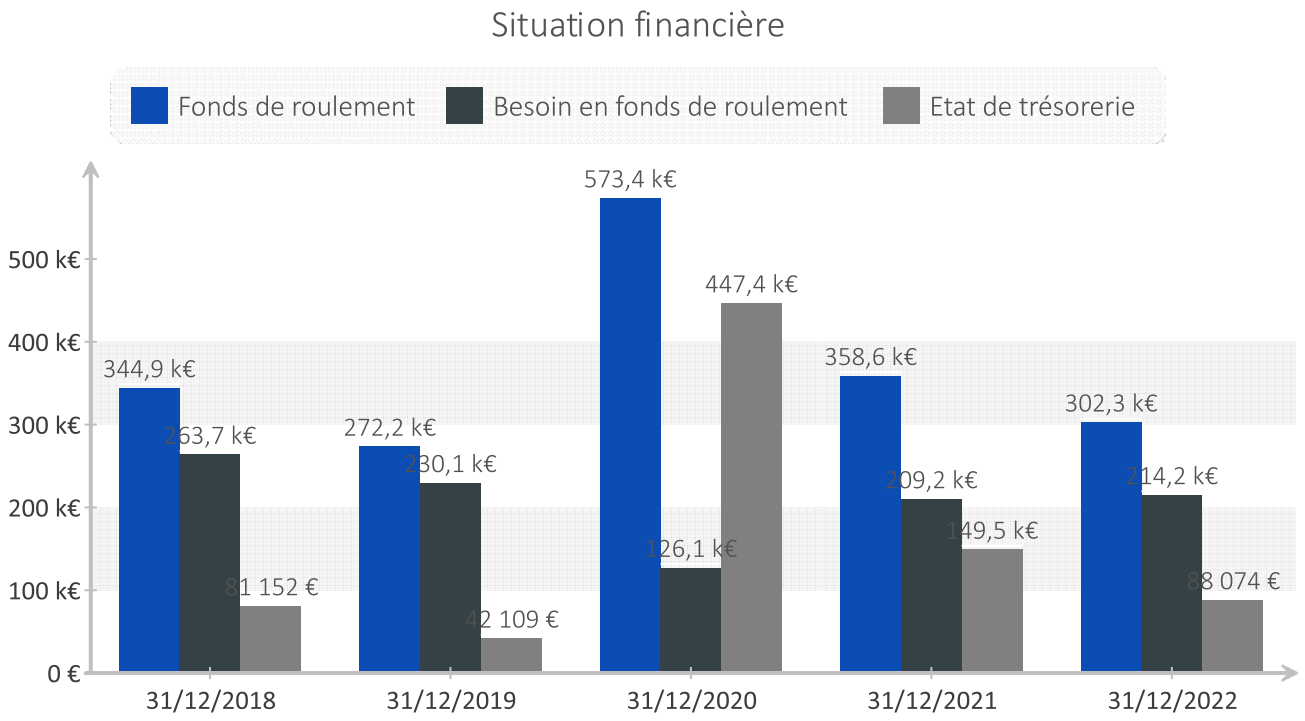
Actif net	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Immobilisations incorporelles	168 901 €	166 832 €	164 962 €	165 444 €	165 207 €
Immobilisations corporelles	113 480 €	122 175 €	126 192 €	129 764 €	91 735 €
Immobilisations financières	2 828 €	2 833 €	2 838 €	2 844 €	2 850 €
Total des immobilisations	285 209 €	291 840 €	293 992 €	298 052 €	259 792 €
Stocks en-cours & finis	135 240 €	200 100 €	204 000 €	233 000 €	202 000 €
Créances clients	183 426 €	159 828 €	147 271 €	220 628 €	158 183 €
Autres créances	112 994 €	20 362 €	20 288 €	11 688 €	32 787 €
Disponibilités	81 152 €	42 109 €	447 377 €	149 521 €	88 395 €
Total de l'actif circulant	512 812 €	422 399 €	818 936 €	614 837 €	481 365 €
Comptes de régularisation	7 788 €	9 050 €	15 924 €	14 822 €	7 943 €
Total de l'actif	805 809 €	723 289 €	1 128 852 €	927 711 €	749 100 €

2| Bilan passif

Passif	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Capitaux propres	453 700 €	465 562 €	497 216 €	559 623 €	489 579 €
Emprunts	152 353 €	82 023 €	353 329 €	96 556 €	57 565 €
Découvert				69 €	321 €
Comptes courants	24 008 €	16 499 €	16 874 €	479 €	14 944 €
Avances et acomptes reçus	223 €	223 €	683 €	619 €	619 €
Dettes fournisseurs	60 299 €	54 360 €	81 303 €	75 927 €	61 325 €
Autres dettes	115 226 €	103 676 €	173 917 €	189 272 €	124 747 €
Total des dettes	352 109 €	256 781 €	626 106 €	362 922 €	259 521 €
Comptes de régularisation		946 €	5 530 €	5 166 €	
Total du passif	805 809 €	723 289 €	1 128 852 €	927 711 €	749 100 €

3| Situation financière

Situation financière	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Fonds de roulement	344 852 €	272 244 €	573 427 €	358 606 €	302 296 €
Besoin en fonds de roulement	263 700 €	230 135 €	126 050 €	209 154 €	214 222 €
Etat de trésorerie	81 152 €	42 109 €	447 377 €	149 452 €	88 074 €

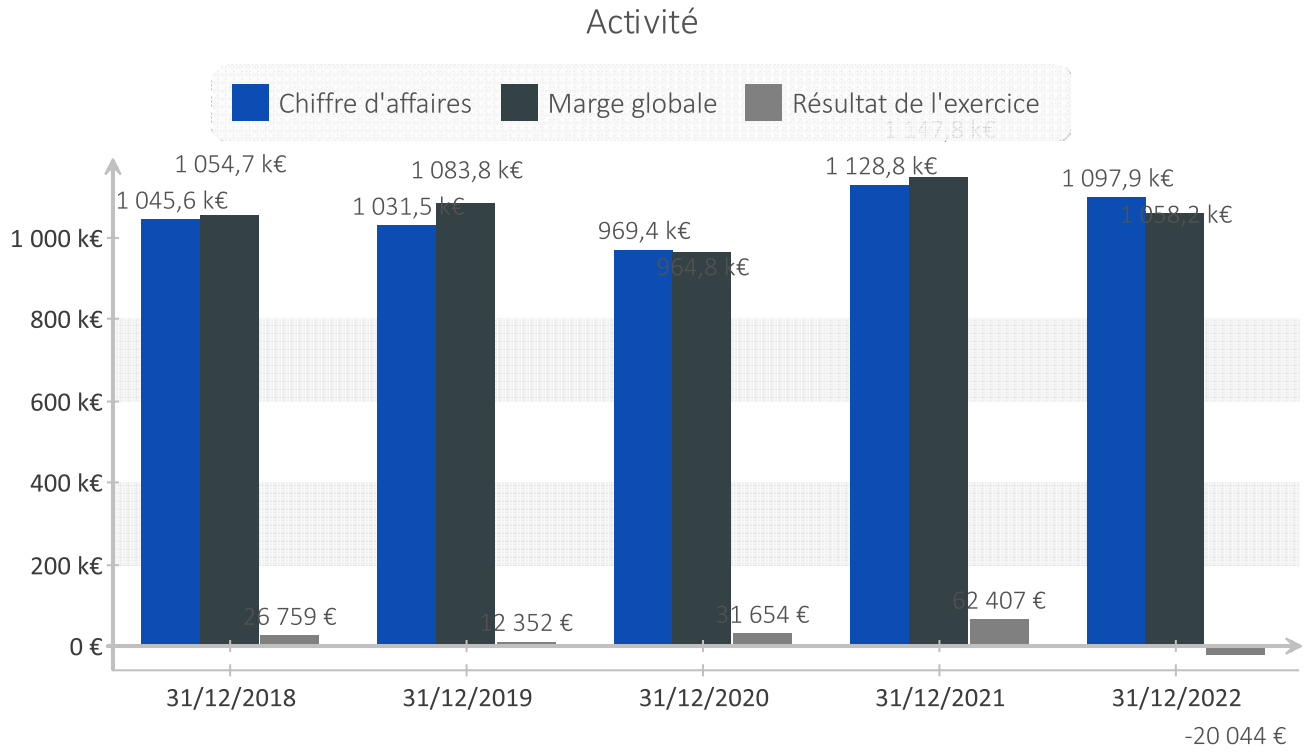


4| Compte de résultat

Compte de résultat	2018	2019	2020	2021	2022
Production vendue	1 045 555 €	1 031 519 €	969 380 €	1 128 777 €	1 097 946 €
Production stockée	20 120 €	64 860 €	3 900 €	29 000 €	-31 000 €
Production de l'exercice	1 065 675 €	1 096 379 €	973 280 €	1 157 777 €	1 066 946 €
Marge sur production	*1 054 697 €*	*1 083 810 €*	*964 843 €*	*1 147 774 €*	*1 058 179 €*
Chiffre d'affaires	1 045 555 €	1 031 519 €	969 380 €	1 128 777 €	1 097 946 €
Marge globale	1 054 697 €	1 083 810 €	964 843 €	1 147 774 €	1 058 179 €
Autres achats et charges externes	256 907 €	252 988 €	226 566 €	258 353 €	251 992 €
Valeur ajoutée	797 790 €	830 822 €	738 277 €	889 421 €	806 187 €
Subventions d'exploitation	2 028 €				
Impôts et taxes	12 077 €	10 047 €	10 519 €	10 757 €	11 673 €
Charges de personnel	770 060 €	772 643 €	667 767 €	761 161 €	784 717 €
Excédent brut d'exploitation	17 681 €	48 132 €	59 991 €	117 503 €	9 797 €
Reprises sur provisions	12 688 €	9 179 €	11 932 €	14 899 €	23 796 €
Transferts de charges	41 281 €	4 749 €			
Autres produits	13 €	2 €	1 235 €	17 €	12 €
Dotations aux amortissements	27 120 €	29 024 €	37 818 €	43 211 €	42 430 €
Dotations aux provisions	2 136 €	7 474 €		4 741 €	1 523 €
Autres charges	12 681 €	10 660 €	29 €	392 €	84 €
Résultat d'exploitation	29 726 €	14 904 €	35 311 €	84 075 €	-10 432 €
Produits financiers	8 €	607 €	605 €	738 €	1 345 €
Charges financières	1 220 €	1 022 €	919 €	886 €	632 €
Résultat financier	*-1 212 €*	*-415 €*	*-314 €*	*-148 €*	*713 €*
Résultat courant	28 514 €	14 489 €	34 997 €	83 927 €	-9 719 €
Produits exceptionnels			2 750 €		5 371 €
Charges exceptionnelles			823 €	1 768 €	16 139 €
Résultat exceptionnel			*1 927 €*	*-1 768 €*	*-10 768 €*
Impôts sur les bénéfices	1 755 €	2 137 €	5 270 €	19 752 €	-443 €
Résultat de l'exercice	26 759 €	12 352 €	31 654 €	62 407 €	-20 044 €
Capacité d'autofinancement	43 327 €	39 671 €	57 540 €	95 460 €	113 €

5| Détail de l'activité et de la marge

Activité / Marge	2018	2019	2020	2021	2022
Production vendue	1 045 555 €	1 031 519 €	969 380 €	1 128 777 €	1 097 946 €
Production stockée	20 120 €	64 860 €	3 900 €	29 000 €	-31 000 €
Production de l'exercice	*1 065 675 €*	*1 096 379 €*	*973 280 €*	*1 157 777 €*	*1 066 946 €*
Achats consommés de matières	10 978 €	12 569 €	8 437 €	10 003 €	8 767 €
Marge sur production	1 054 697 €	1 083 810 €	964 843 €	1 147 774 €	1 058 179 €
Taux de marge sur production (%)	98,97%	98,85%	99,13%	99,14%	99,18%



RETRAITEMENTS

Le résultat de l'entreprise est déterminant dans l'appréciation de la valeur de celle-ci mais il peut être influencé par des décisions de gestion, des évènements divers ou exceptionnels,...

Les résultats présentés ci-avant doivent **être retraités pour obtenir un résultat économique corrigé qui reflète au mieux la réalité.**

Les principaux retraitements effectués en matière d'évaluation d'entreprise concernent :

- retraitement de la rémunération des co-gérants en comparaison à celle pratiquée dans l'établissement ABCD

Concernant les postes du bilan, la règle de base est de vérifier pour tous les postes que la valeur inscrite en comptabilité est cohérente avec la réalité économique. Il en ressort qu'aucun retraitement doit être effectué compte tenu d'une cohérence entre la dépréciation des biens par rapport à leur usage et leur valeur économique sur le marché de l'occasion.

Dans le cadre de notre étude, voici les principaux retraitements que nous avons opérés, les retraitements du bilan étant directement intégrés dans les méthodes de valorisation.

Chacun de ces retraitements impacte directement le résultat de votre entreprise. Nous vous présentons dans ce tableau, la synthèse de ces incidences sur votre résultat :

Synthèse des retraitements	2018	2019	2020	2021	2022
Résultat courant	28 514 €	14 489 €	34 997 €	83 927 €	-9 719 €
Incidence de la masse salariale	+93 924 €	+95 103 €	+66 113 €	+84 133 €	+97 347 €
Résultat économique corrigé	122 438 €	109 592 €	101 110 €	168 060 €	87 628 €

Compte tenu des corrections apportées ci-dessus, voici la synthèse des résultats corrigés qui serviront de bases aux méthodes utilisées :

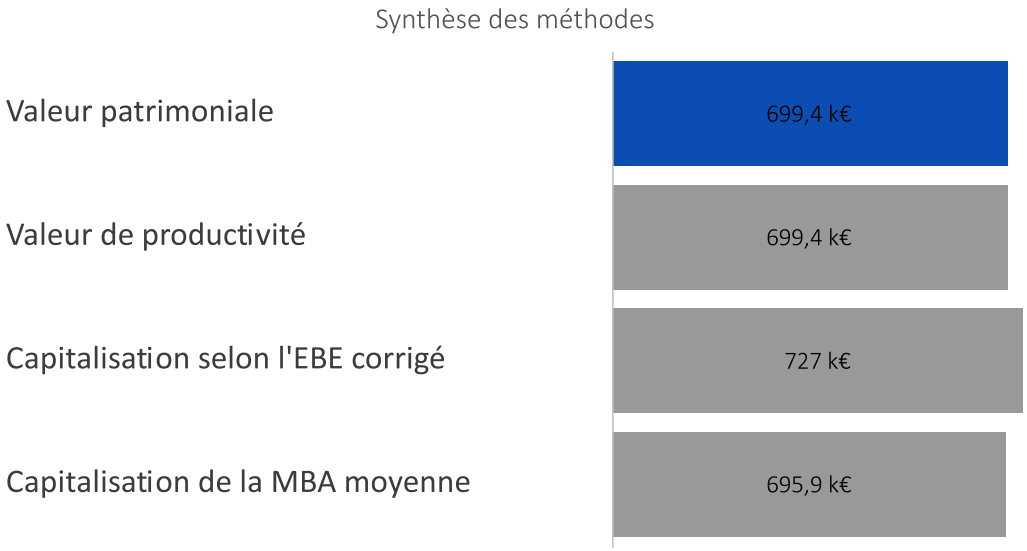
Résultats corrigés	2018	2019	2020	2021	2022
Excédent brut d'exploitation	111 605 €	143 235 €	126 104 €	201 636 €	107 144 €
Résultat économique	122 438 €	109 592 €	101 110 €	168 060 €	87 628 €
Impôt société théorique	34 283 €	30 686 €	28 311 €	44 536 €	21 907 €
Résultat économique fiscalisé	88 155 €	78 906 €	72 799 €	123 524 €	65 721 €
Amortissements corrigés	27 120 €	29 024 €	37 818 €	43 211 €	42 430 €
Variation des provisions	-10 552 €	-1 705 €	-11 932 €	-10 158 €	-22 273 €
Capacité d'autofinancement	104 723 €	106 225 €	98 685 €	156 577 €	85 878 €

MÉTHODES DE CALCUL RETENUES

1| Les méthodes retenues

L'évaluation d'une entreprise résulte d'une combinaison de méthodes dites "retenues", car adaptées au cas particulier après mise à l'écart des méthodes inadéquates dites méthodes "écartées".

Dans notre étude, voici les méthodes que nous avons retenues. Elles vous sont présentées sous forme graphique pour une meilleure représentativité de chacune d'entre elle dans la valorisation globale de votre entreprise :



2| La pondération de ces méthodes

La valeur financière peut être appréhendée de façon technique par :

- une ***approche patrimoniale*** qui consiste à évaluer le patrimoine de l'entreprise en valorisant les actifs au prix du marché en valeur d'usage et en déduisant les dettes,
- une ***approche par le rendement*** qui consiste à valoriser l'entreprise selon les bénéfices générés.

Les méthodes que nous avons retenues prennent en compte ces deux paramètres en les pondérant de la façon suivante :

Pondération des méthodes	Valeur	Moyenne	Patrimoniale	Rentabilité
Valeur patrimoniale	699 408 €	1,00	3,00	1,00
Valeur de productivité	699 423 €	1,00	1,00	3,00
Capitalisation selon l'EBE corrigé	727 000 €	1,00	1,00	3,00
Capitalisation de la MBA moyenne	695 856 €	1,00	1,00	3,00
Valorisation des méthodes		705 422 €	703 417 €	706 624 €

▪ CONCLUSION

La pondération de ces différentes méthodes débouche sur une fourchette d'estimation.

La valeur de votre société se situe entre **703 000 €** et **707 000 €**.

Synthèse des méthodes





▪ DÉTAIL DES MÉTHODES DE CALCUL RETENUES

Ce tableau récapitule les valeurs moyennes utilisées dans les méthodes retenues pour l'évaluation :

Pondération des moyennes	Valeur	2018	2019	2020	2021	2022
Chiffre d'affaires moyen	1 088 420 €	1 045 555 €	1 031 519 €	969 380 €	1 128 777 €	1 097 946 €
EBE moyen	145 400 €	111 605 €	143 235 €	126 104 €	201 636 €	107 144 €
Résultat d'exploitation moyen	123 984 €	123 650 €	110 007 €	101 424 €	168 208 €	86 915 €
Bénéfice moyen	90 925 €	88 155 €	78 906 €	72 799 €	123 524 €	65 721 €
MBA moyenne	115 976 €	104 723 €	106 225 €	98 685 €	156 577 €	85 878 €
Pondération du calcul des moyennes		1,00	1,00	0,00	2,00	2,00

1| Valeur patrimoniale

Valeur patrimoniale	Valeur
Capitaux propres	489 579 €
+ Plus-values de la clientèle	161 564 €
+ Plus-values des immo. corporelles	48 265 €
+ Correction du bilan N	0 €
Résultat de la méthode	699 408 €

La valeur patrimoniale correspond souvent à la valeur plancher de l'entreprise. Lorsque celle-ci dégage des bénéfices récurrents, on choisira les méthodes calculées en fonction des résultats.

2| Valeur de productivité

Valeur de productivité	Valeur
Bénéfice moyen	90 925 €
÷ Taux de capitalisation	13,00%
Résultat de la méthode	699 423 €

La valeur de productivité est calculée en capitalisant le bénéfice net moyen à un taux distinct d'un taux de placement sans risque.
En fait, plus le risque est élevé, plus le taux de capitalisation sera élevé.

3| Capitalisation de l'EBE corrigé

Capitalisation selon l'EBE moyen	Valeur
EBE moyen	145 400 €
x Coefficient	5 ans
- Endettement à long terme	0 €
+ Trésorerie excédentaire	0 €
Résultat de la méthode	727 000 €

La valeur de l'entreprise est déterminée en fonction de la rentabilité d'exploitation en tenant compte d'un nombre d'années, sous déduction de l'endettement restant.

4| Capitalisation de la MBA moyenne

Capitalisation de la MBA moyenne	Valeur
MBA moyenne	115 976 €
x Coefficient	6 ans
Résultat de la méthode	695 856 €

Les ressources dégagées par l'entreprise sont multipliées par un nombre d'années, le plus souvent en relation avec les durées des financements.



ABCD Géomètres Experts et Ingénierie
Société à responsabilité limitée au capital de 366 000 €
Route de Lyon 39570 MONTMOROT
RCS LONS LE SAUNIER 410 517 130

--== oOo ==--

S T A T U T S

Mis à jour par l'AGE du 20/12/2023
portant augmentation du capital et cession de parts
à effet du ***01/01/2024***

STATUTS

ARTICLE 1 – FORME

A l'origine, la société avait été constituée sous la forme de Société Civile Professionnelle de Géomètres-Experts par un acte authentique établi le 30 janvier 1997 par Maître Jean-Etienne DUCRET, Notaire, demeurant 12 avenue du 44ème RI – 39000 LONS LE SAUNIER.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er juillet 2001, la Société a été transformée en une Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée, régie par les dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice de la profession de Géomètre-Expert par la loi n°46-942 du 7 mai 1946, le décret n°96-478 du 31 mai 1996, par la loi 90-1258 du 31 décembre 1990 et le décret 92-618 du 6 juillet 1992 concernant cette forme de société, par les loi et décrets pouvant compléter ou se substituer à ces différents textes, ainsi que par les présents statuts.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 janvier 2019, la Société a été transformée en une **Société à Responsabilité Limitée**, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des parts sociales existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet :

- **l'exercice de la profession de Géomètre-Expert** telle que réglementée par la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société est dénommée : **ABCD Géomètres Experts et Ingénierie**".

Sigle : "**ABCD**".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé **à MONTMOROT (39570) route de Lyon**

Le déplacement du siège social est décidé par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le siège social peut cependant être transféré en tout endroit du territoire français par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est fixée à **cinquante (50) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au **10 avril 2047**, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

- A la constitution

Les apports faits à la constitution de la société d'un montant de 1 200 000 F et formant le capital d'origine sont constitués par :

a) Monsieur Jean-Pierre PETIT-MAIRE
- Eléments incorporels : 530 000 F
- Eléments corporels : 270 000 F

Soit au total ..... 800 000,00 F

b) Monsieur René VELARD
- Eléments incorporels : 320 000 F
- Eléments corporels : 80 000 F

Soit au total ..... 400 000,00 F

Total des apports en nature 1 200 000,00 F
==========

- Au 1er juillet 2001

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire, en date, du 1er juillet 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de 401,31 Francs (soit 61,18 €) apportée en numéraire, par la moitié, par chacun des associés, au moyen de l'élévation de la valeur nominale des 1 200 parts de 1 000 Francs à 1 000,33 Francs l'une soit 152,50 €,
ci..... 401,31 F

- Au 31 octobre & 12 décembre 2003

Suivant délibération des assemblées générales extraordinaires, en date du 31 octobre et 12 décembre 2003, le capital social a été réduit d'une somme de 91 500 € par voie de rachat de 600 parts sociales par la société.

- Au 8 juillet 2008

Suivant délibération de l'assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 juillet 2008, le capital social a été augmenté en numéraire de 18 300 €.

- Au 31 juillet 2009

Suivant délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 juillet 2009, le capital social a été augmenté en numéraire de 12 200 €.

- Au 25 juillet 2011

Aux termes d'un acte sous seing privé, en date, à Montmorot, du 25 juillet 2011, Monsieur Pierre BOUILLIER a cédé 80 parts sociales numérotées de 121 à 200 sur les 480 parts lui appartenant dans la Société à Monsieur Jean-Baptiste DIGARD.

- Au 3 août 2011

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte en date du 3 août 2011, le capital social a été augmenté d'une somme de 61 000 € par apport effectué par Monsieur Jérôme CRETIN-MAITENAZ d'un Cabinet de Géomètre-Expert exploité à 39 Boulevard Wilson 39100 Dole et évalué à 126 286 €.

- Au 15 janvier 2019

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 janvier 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 122 000 € par apport en numéraire :

- d'un montant de 70 000 € effectué par Monsieur Davy DROMARD, soit une augmentation du capital de 61 000 € par création de 400 nouvelles parts à la valeur nominale avec une prime d'émission de 9 000 € ;

- d'un montant de 70 000 € effectué par Monsieur Olivier LAGUT, soit une augmentation du capital de 61 000 € par création de 400 nouvelles parts à la valeur nominale avec une prime d'émission de 9 000 €.

- Réduction de capital en date du 30 juin 2022

Par Décisions Unanimes des Associés en date du 25 mai 2022 et par décisions de la Gérance en date du 30 juin 2022, le capital social a été réduit de SOIXANTE-ET-UN MILLE EUROS (61.000 €), pour le ramener de TROIS CENT CINQ MILLE EUROS (305.000 €) à DEUX CENT QUARANTE-QUATRE MILLE EUROS (244.000 €), par rachat et annulation des quatre cents parts sociales numérotées de 201 à 600.

- Augmentation du capital en date du 02-09-2022

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 02/09/2022, le capital social a été augmenté d'une somme de 61 000 euros par apport en numéraire de Madame Anne KARSENTY, le portant ainsi de DEUX CENT QUARANTE-QUATRE MILLE EUROS (244.000 €) à TROIS CENT CINQ MILLE EUROS (305.000 €) par création de 400 nouvelles parts à la valeur nominale avec une prime d'émission de 46 242 €, numérotées de 201 à 600.

- Au 01/01/2024

a) Apport de titres - augmentation de capital

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20/12/2023, le capital social a été augmenté, **à effet du 1er janvier 2024**, d'une somme de 61 000 euros par apport effectué par Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER de 125 actions (représentant 25% du capital) de la société CABINET OLIVIER COLIN ET ASSOCIES immatriculée au RCS sous le numéro 391 433 646 RCS LONS LE SAUNIER, évalué à 175 000 euros, le portant ainsi à 366 000 € par création de 400 nouvelles parts à la valeur nominale avec une prime d'émission de 114 000 €, numérotées de 2 001 à 2 400.

b) Cession de parts sociales

Aux termes d'un acte sous seing privé, en date, à DOLE du 20/12/2023, Monsieur Jérôme CRETIN-MAITENAZ a cédé, à effet différé au 1er janvier 2024, une (1) part sociale numérotée 801 lui appartenant dans la Société à Monsieur Olivier COLIN.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **366 000 euros** (trois cent soixante-six mille euros).

Il est divisé en **2400 parts sociales de 152,50 euros chacune**, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.

ARTICLE 8 – DEFINITION ET REPARTITION DES PARTS SOCIALES

Les 2 400 parts composant le capital social sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Jean-Baptiste, Bruno DIGARD
à concurrence de quatre cents parts sociales
numérotées de 1 à 200 inclus, et de 601 à 800 inclus, ci ..... **400 parts**

- à Madame Anne, Hélène, Bertille KARSENTY
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 201 à 600 inclus, ci ..... **400 parts**

- à Monsieur Olivier, Christian, Pierre-Marie COLIN,
à concurrence d'une part sociale
numérotée 801, ci..... **1 part**

- à Monsieur Jérôme, Etienne, Hubert CRETIN-MAITENAZ
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 802 à 1 200 inclus, ci ..... **399 parts**

- à Monsieur Davy, Daniel, Fabrice DROMARD,
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 1 201 à 1 600 inclus, ci ..... **400 parts**

- à Monsieur Olivier LAGUT,
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 1 601 à 2 000 inclus, ci ..... **400 parts**

- à Madame Marie-Laure LOCU-CHARLIER,
à concurrence de quatre cent parts sociales
numérotées de 2 001 à 2 400 inclus, ci ..... **400 parts**

Total égal au nombre de parts composant le capital social..... **2 400 parts**
========

Les associés déclarent que les 2400 parts sociales représentant le capital social ont été souscrites en totalité par eux, qu'elles sont toutes libérées intégralement et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés peuvent verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Augmentation du capital social

1.1. - Dispositions générales

Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois au moyen d'apports :

- en numéraire :
  - par versement d'espèces
  - ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,
- ou en nature,
- ou encore par capitalisation de tout ou partie des primes, bénéfices et réserves de la société.

Aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

Les augmentations de capital et les modalités de leur réalisation sont décidées par les associés à la **majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés**, à l'exception des augmentations de capital par voie d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes qui sont décidées par les associés représentant la moitié des parts sociales et les augmentations de capital en numéraire par élévation de la valeur des parts qui sont décidées par l'unanimité des associés.

La décision collective portant augmentation du capital peut prévoir que celle-ci sera réalisée par la création de parts nouvelles assorties d'une prime d'émission ou d'apport dont elle détermine le montant et l'affectation.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de biens ou de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit.

Dès lors que le conjoint du souscripteur aura notifié à la Société son intention d'être personnellement associé, cette qualité lui sera également reconnue pour la moitié des parts souscrites. Si cette notification a lieu lors de la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément de l'associé vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément du conjoint par les autres associés est soumis aux dispositions de l'article "Cession - transmission - location des parts sociales". L'époux associé ne participe alors pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé, l'époux demeure associé pour la totalité des parts souscrites.

Par décision prise en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, de nouvelles parts d'industrie peuvent être créées au cours de la vie sociale en vue de leur attribution gratuite à un ou plusieurs nouveaux associés afin de rémunérer leurs connaissances techniques et professionnelles, leur travail et leur savoir-faire.

1.2. - Augmentation de capital en numéraire

En cas d'augmentation du capital en numéraire, chaque associé dispose proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, d'un **droit de préférence à la souscription des parts nouvelles**. En cas d'insuffisance des souscriptions préférentielles, les parts nouvelles ainsi rendues disponibles seront attribuées aux associés qui auront déclaré vouloir souscrire un nombre de parts supérieur à celui qu'ils auront pu souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement à leur part dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

Ce droit de préférence, à titre irréductible et à titre réductible, est exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la collectivité des associés.

Il peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article "Cession - transmission - location des parts sociales".

Les parts non souscrites par les associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées à l'article précité.

La collectivité des associés peut, par décision extraordinaire et sur rapport spécial de la gérance, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription en en avisant la Société par lettre recommandée.

Les parts nouvelles doivent être libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Les fonds affectés à la libération des parts doivent être déposés dans les huit jours de leur réception à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque. Le retrait de ces fonds ne peut être opéré par le mandataire de la Société que postérieurement à l'assemblée générale constatant la réalisation de l'augmentation du capital et qu'après l'établissement du certificat du dépositaire. Mention de la libération des parts et du dépôt des fonds doit être portée dans les statuts.

Si l'augmentation de capital n'est pas réalisée dans le délai de six mois à compter du premier dépôt de fonds, les souscripteurs peuvent, soit individuellement, soit par mandataire les représentant collectivement, demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, l'autorisation de retirer le montant de leurs souscriptions.

Si la libération se fait par compensation de créances sur la Société, les créances font l'objet d'un arrêté de compte établi par la gérance et certifié exact par le(s) Commissaire(s) aux Comptes, s'il en existe et, dans le cas où la Société n'en est pas dotée, par un expert-comptable.

1.3. - Augmentation de capital par apport en nature

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête d'un associé ou de la gérance.

Toutefois, les associés peuvent décider à l'unanimité que le recours à un commissaire aux apports ne sera pas obligatoire, lorsque la valeur d'aucun apport en nature n'excède 30 000 euros et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital.

2. Réduction du capital social

Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des **associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales** pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat des parts, par réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. Si la Société est pourvue d'un (de) Commissaire(s) aux Comptes, le projet de réduction du capital lui (leur) est communiqué quarante-cinq jours au moins avant la date de la décision des associés appelés à statuer sur ce projet. Il(s) fait (font) connaître aux associés son (leur) appréciation sur les causes et conditions de la réduction.

En cas de décision de réduction du capital non motivée par des pertes, les créanciers de la société dont la créance est antérieure à la date de dépôt au greffe du Tribunal de commerce du procès-verbal constatant cette décision, peuvent former opposition à la réduction dans le délai d'un mois à compter de la date du dépôt. L'opposition est signifiée à la Société par acte d'huissier et portée devant le Tribunal de commerce. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de

garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

Lorsque par la décision de réduction du capital non motivée par des pertes, la gérance a été autorisée à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler, cette acquisition doit être réalisée dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition ci-dessus précisé en faveur des créanciers. Cet achat emporte annulation desdites parts.

3. Rompus

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés doivent, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération. Les parts représentatives d'apports en numéraire doivent être libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous signature privée.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication des statuts modifiés au Registre du commerce et des sociétés ; ce dépôt peut être effectué par voie électronique.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement la **majorité des Trois Quarts Des Parts Sociales.**

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lui est remise contre émargement ou récépissé.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé d'un commun accord entre les parties ou en cas de contestation, à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société.

Si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

A la demande du gérant, ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

En cas de désaccord sur le prix fixé par l'expert, le cédant peut renoncer à la cession de ses parts, dans les quinze jours de la notification dudit prix, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant et de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification,

être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé qui avait proposé de céder ses parts à une personne non associée, ne peut, en cas de non-agrément, exiger le rachat de celles-ci s'il n'en est propriétaire depuis deux ans au moins, sauf le cas où il les aurait recueillies par succession, liquidation de communauté entre époux ou donation du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue avec les associés survivants. L'héritier a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Dans les cas prévus ci-dessus, la valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

4. Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément de la **majorité des trois quarts des parts sociales** dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

5 - Location des parts sociales.

La location des parts sociales est **interdite.**

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Si la Société est administrée par un gérant unique, celui-ci doit être nécessairement géomètre-expert. En cas de pluralité de gérants, la moitié d'entre eux au moins doit exercer la profession.

Le ou les premiers gérants sont nommés par les associés dans un acte séparé aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la Société, tous actes de gestion, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par les associés statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par le Président du Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de cessation des fonctions du gérant pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doivent, nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes qui exerceront alors leur mission pour six exercices dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :
- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

1 - Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de la gérance:
- soit en assemblée,
- soit par voie de consultation écrite.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes sociaux et pour toutes autres décisions prises sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

2 - Les associés sont convoqués aux assemblées par :
- la gérance,
- ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un,
- ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, lorsque l'assemblée est convoquée, en raison du décès du gérant unique, par le Commissaire aux Comptes ou un associé, le délai est réduit à huit jours.

La Société peut également recourir à la communication électronique pour convoquer les associés et leur communiquer les documents d'information préalable aux assemblées en soumettant la proposition aux associés soit par voie postale, soit par voie électronique. Chaque associé peut donner son accord écrit par lettre recommandée ou par voie électronique, au plus tard vingt jours avant la date de la prochaine assemblée des associés. En cas d'accord, la convocation et les documents et renseignements sont transmis à l'adresse indiquée par l'associé. En l'absence d'accord de l'associé, la Société a recours à un envoi postal.

Les associés qui ont consenti à l'utilisation de la voie électronique peuvent, par cette voie ou par lettre recommandée, demander le retour à un envoi postal vingt jours au moins avant la date de l'assemblée suivante.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Un ou plusieurs associés, détenant le vingtième des parts sociales et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de faire inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée des points ou projets de résolution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou courrier électronique avec accusé de réception, vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

Un associé qui veut user de cette faculté peut demander par lettre simple ou recommandée ou par courrier électronique à la Société de l'aviser selon l'une de ces modalités, de la date prévue pour la réunion de l'assemblée. La Société est tenue d'envoyer cet avis par lettre simple ou recommandée, si l'associé lui a adressé le montant des frais d'envoi de cette lettre, ou par un courrier électronique à l'adresse qu'il a indiquée.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée.

La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte de ces projets, lesquels peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les associés sont autorisés à participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément à la loi, cette disposition n'est pas applicable aux assemblées portant sur l'approbation des comptes annuels et des comptes consolidés.

Les associés participant ainsi à distance à l'assemblée sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, des associés représentant au moins 10% du capital et des droits de vote pourront s'opposer à l'utilisation de ces moyens par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la gérance dans les trois jours de la réception des convocations à l'assemblée concernée.

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé ou en cas de décès de l'associé-gérant unique, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

3 - En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats dans les six mois de la clôture de chaque exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant sur requête.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par **un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.**

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- **à l'unanimité**, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- par des associés représentant **au moins trois quarts des parts sociales** en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant **au moins la moitié des parts sociales**, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la **majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.**

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le **31 DECEMBRE.**

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et le cas échéant, annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 25 -AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Statuts originaux conclus à Lons le Saunier
Le 30 janvier 1997 et enregistré à Lons le Saunier le 11 février 1997- Volume 720 n°4 – Bordereau n° 87/1

Mis à jour suite aux délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20/12/2023 portant :

- ✓ augmentation du capital par apport de titres
- ✓ cession de parts au profit d'un tiers

à effet différé au 01/01/2024,

Mme Anne KARSENTY



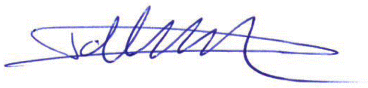
M. Olivier LAGUT



M. Jean-Baptiste DIGARD



M. Davy DROMARD



M. Jérôme CRETIN-MAITENAZ



Mme Marie-Laure LOCU-CHARLIER



Monsieur Olivier COLIN

